

PIAASI : une opportunité d'emploi à l'extrême-nord du Cameroun

« Le travail éloigne de nous trois grands maux : l'ennui, le vice et le besoin ».

Voltaire (1694-1778)

PLAN DU TRAVAIL

INTRODUCTION

I-PRESENTATION DU PIAASI

- 1-) Historique**
- 2-) Objectifs**
- 3-) Modalités d'accès aux prestations du PIAASI**

II- ACTION DE LA PIAASI DANS L'INSERTION SOCIO'ECONOMIQUE DES JEUNES A MAROUA

- 1) Financement des projets du secteur informel des jeunes de Maroua.**
- 2) Accompagnement et suivi des acteurs sur le terrain**
- 3) Projection du PIAASI**

III-LIMITES, OBSTACLES OU FREINS A L'EFFICACITE DU PIAASI

- 1-) Absence d'information et déficit en crédibilité**
- 2-) Longueur et Complexité de la procédure d'octroi des financements**
- 3-) Utilisation des fonds à d'autres fins par les jeunes et difficulté de recouvrement de créances**

IV-) LES PERSPECTIVES

- 1-) L'amélioration de l'information des populations**
- 2-) la promotion d'une politique Jeunesse/emploi qui repose sur le développement participatif**
- 3-) La constitution des organisations en réseaux**

CONCLUSION

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

INTRODUCTION

La question du développement et d'intégration socioprofessionnelle des jeunes se pose avec une grande acuité au Cameroun. Des stratégies diverses ont été mises sur pied par le gouvernement pour remédier aux multiples problèmes de ces derniers. Le Ministère de l'emploi et de formation professionnelle, le fond national de l'emploi et le ministère de la jeunesse ne ménagent aucun effort pour accompagner les jeunes dans le processus de leur intégration à travers de nombreux programmes spécialisés à savoir le PAJER-U (Programme d'Appui à la Jeunesse Rurale et Urbaine), PAN EJ (Plan d'Action National pour l'Emploi des Jeunes) et le PIAASI (Programme Intégré d'Appui aux Acteurs du Secteur Informel) ... C'est ainsi qu'on se pose la question de savoir quelle est l'action du PIAASI dans le processus d'intégration des jeunes dans la Région de l'Extrême Nord Cameroun ? Dans le cadre de la présente étude ; il nous convient de présenter succinctement les objectifs, les modalités pratiques d'obtention des aides du PIAASI, ensuite ressortir quelques réalisations innovantes de cette structure et de soulever la marche moribonde de ses actions.

I-PRESENTATION DU PIAASI

Le Programme Intégré d'Appui aux Acteurs du Secteur Informel en abrégé (PIAASI) depuis une décennie vient appuyer le gouvernement camerounais dans la lutte contre la pauvreté en facilitant le processus d'intégration des jeunes dans le monde professionnel.

1-) Historique

Le Programme Intégré d'Appui aux Acteurs du Secteur Informel(PIAASI) est le principal projet d'insertion socioprofessionnel des Jeunes initié par le Gouvernement. Mis en place à la suite de la création de l'Observatoire National de l'Emploi et de la Formation Professionnelle(ONEFP), ce projet a été déclaré éligible au fonds de l'initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (PPTTE) en 2003. Il est mis en œuvre en 2005, pour une phase pilote de trois ans 2005-2007. La pérennisation suivra avec la création d'un Fonds d'Appui aux Acteurs du Secteur Informel FAASI à l'issue de la phase pilote.

2-) Objectifs

Le PIAASI vise plusieurs objectifs dans l'intégration des jeunes camerounais en général et de la Région de L'Extrême Nord Cameroun en particulier.

-Objectif général

Le présent programme a pour objectif principal d'assurer un meilleur encadrement des jeunes massivement installés dans le secteur informel de notre économie et maximiser en quantité et en qualité les possibilités de création de nouveaux emplois productifs, stables et décents.

-Objectifs spécifiques

Parmi les objectifs spécifiques nous relevons entre autres:

•Appui à l'organisation du secteur informel

Le programme vise la structuration des acteurs du secteur informel en corps de métiers ; le renforcement de leurs capacités organisationnelles, l'élaboration de la typologie des activités dans chaque circonscription (un fichier national des acteurs du secteur informel élaboré région par région, et constituant un document de référence pour les pouvoirs publics.

• Appui à la formation des acteurs du secteur informel

La formation des acteurs dans différentes filières
Le renforcement des capacités techniques et managériales.

• **Appui au financement de micro projets**

La mise en place d'un fonds rotatif de financement des activités du secteur informel au taux d'intérêt de 6%, remboursable en 10 mensualités après un différé de 06 mois.

3-) Modalités d'accès aux prestations du PIAASI

- Une inscription du projet au créneau du PIAASI ;
- Un business plan ou fiche technique de projet justifiant la viabilité et l'intérêt du projet
- La caution morale du maire
- Un certificat d'avaliste
- Intervalle de financement des microprojets du PIAASI: 100 000 Frs à 4 000 000 Frs CFA.

II- ACTION DU PIAASI DANS L'INSERTION SOCIO-ECONOMIQUE DES JEUNES A MAROUA

Les actions du PIAASI dans l'insertion socioéconomique des jeunes sont nombreuses. Ce programme initié depuis 2003 accompagne les jeunes exerçant dans l'informel en finançant des projets et du suivi.

1-) Financement des projets du secteur informel des jeunes de Maroua.

Les appuis du PIAASI sont essentiellement orientés vers les activités liées à l'artisanat, à la production et aux services les moins favorisés en capital, en équipements, en compétences techniques et en revenus. Le PIAASI a pour objectif de faciliter la mutation du secteur informel vers le secteur formel en renforçant les capacités des acteurs par un soutien à l'organisation, la formation des acteurs et le financement de leurs activités dans le secteur informel. Ce projet octroie des crédits remboursables suivant un échéancier courant sur quinze (15) mensualités à un taux d'intérêt annuel de 6%. Les bénéficiaires retenus après soumission d'un dossier de candidature signent un contrat de crédit avec le PIAASI dans lequel il est clairement stipulé que les promoteurs s'exposent à des poursuites judiciaires en cas de non remboursement. Ils disposent d'un différé de onze mois entre le moment de la réception du crédit et celui du remboursement. Notons par ailleurs qu'il existe dans la procédure de financement : Soumission du dossier suivie d'une présélection au niveau départemental, la sélection définitive à l'échelle régionale, après déblocage, la remise des fonds se fait lors d'une cérémonie publique. D'autres initiatives ont également été mises en place dans le sens de la promotion emploi/jeune. Haman Djida boutiquier résident au quartier Kakataré Maroua, déclare : « *le PIAASI nous finance le projet remboursable soit trimestriellement ou*

annuellement. C'est grâce à ce financement que j'exerce une activité génératrice des revenus et me permet de satisfaire à mes besoins quotidiens. Ce programme vient relever le défi pour nous de hausser le niveau de vie pour nous, nous qui exerçons dans le secteur informel. C'est deux photos ci-dessous indiquent de manière précise combien de fois le PIAASI finance des projets dans la Région de l'Extrême –Nord et plus précisément dans la ville de Maroua. Dans le but d'encourager l'insertion sociopolitique des jeunes de la ville.



Image Essola 22 /05/017 à Maroua (kakataré)



Image douanla/16/05/2017 à Maroua (Domayo) : LE SEPTENTRION PLUS

3-)Accompagnement et suivi des acteurs sur le terrain

Le programme fait des descentes régulières sur le terrain afin de faire un suivi, évaluation de la mise en œuvre des différents micro-projets sur le terrain. Production d'un fichier national consolidé des acteurs du secteur informel; 10 fichiers régionaux des acteurs du secteur informel disponibles; 465 maîtres artisans formés dans divers corps de métiers; 13 915 acteurs formés; 12 651 microprojets financés dans la Région de l'Extrême Nord Cameroun. De manière générale, le programme opte pour la création de plus de 50 000 emplois aux jeunes camerounais; Rayon de couverture des projets financés sur le territoire national: 310 arrondissements couverts sur les 360; Conventions de partenariat signées avec 70 communes; Plus de 940 millions de francs CFA versés par les projets financés entre 2005 et 2015 au titre de patentes et impôts libérateurs.

3-) Projection du PIAASI

Pour la période de référence 2017-2019, le PIAASI compte structurer à terme 750 micro entreprises à raison de 250 par an mutées vers le secteur formel. Au cours de la même période 5 400 promoteurs de groupes organisés bénéficieront d'un renforcement de capacités techniques et managériales soit: 1 500 la 1ère année, 1 800 la 2ème année et 2 100 la 3^{ème} année. 5400 microprojets de groupes organisés bénéficieront d'un appui de 9 milliards qui permettront à terme de créer 64 800 emplois soit : 21 600 emplois directs et 43 200 emplois indirects. La signature d'une convention avec le Conseil National de la Jeunesse, dans le but de mieux accompagner la jeunesse urbaine et rurale dans l'exécution de ses projets générateurs de revenus; La poursuite de signature des conventions de partenariat avec des nouvelles communes déjà ciblées; La mise en œuvre du projet de partenariat avec certains organismes étrangers (notamment le partenariat avec la Hongrie); La mise en œuvre d'un programme spécial pour les trois régions septentrionales sinistrées à hauteur de 02 milliards en vue d'accompagner les activités agro pastorales et artisanales de 3 000 jeunes dans l'extrême nord, 1 000 jeunes dans le nord, et 1 000 jeunes dans l'Adamaoua afin de contribuer à l'affaiblissement de la secte BOKO HARAM.

III-LIMITES, OBSTACLES OU FREINS A L'EFFICACITE DU PIAASI

Les principales difficultés ici sont celles du manque d'information récurrent et d'un déficit en crédibilité :

1-)Absence d'information et déficit en crédibilité

Le problème majeur de ce projet est sa méconnaissance par les populations cibles. Les jeunes et les autres acteurs du secteur informel affirment ne pas disposer d'informations sur les activités du PIAASI et encore moins de ses procédures d'assistance et d'accompagnement des jeunes. C'est encore l'autorité de tutelle, le Délégué départemental du MINEFOP, qui joue le rôle de « Sapeurs pompiers » face à un déficit de structuration.

Le corollaire de la méconnaissance de cette institution auprès des populations cibles débouche naturellement sur sa perte en crédibilité. C'est dans ce sens qu'un acteur du secteur informel dans l'une des localités enquêtées affirmait que « le gouvernement promet mais ne fait rien », et un autre de rajouter que « ce sont les gens qui ont les relations qui bénéficient des financements, nous alors les enfants des pauvres paysans on va faire comment ? ». Ce

manque de confiance entraîne donc un découragement chez les jeunes à se diriger vers les responsables de ce programme.

2-Longueur et Complexité de la procédure d'octroi des financements

Un constat récurrent a été fait dans les trois localités de l'étude : Les jeunes se plaignent de la longueur du temps mis entre les demandes enregistrées et les réponses à celles-ci. Ce qui entraîne le découragement de nombreux jeunes. A titre illustratif, dans la localité de Manganate, 29 candidats avaient été sélectionnés en 2009, 17 se sont présentés jusqu'ici, et 11 seulement ont bénéficié du financement. Par ailleurs, Les jeunes se plaignent de la complexité du processus d'obtention du crédit. Ils doivent se rendre à plusieurs reprises auprès des services régionaux pour rentrer en possession des financements et s'exposent à de nombreux risques y relatifs.

3-Utilisation des fonds à d'autres fins par les jeunes et difficulté de recouvrement de créances

L'un des constats regrettable que les responsables ont fait dans les différentes localités est celui de l'utilisation des fonds reçus par les jeunes à d'autres fins. Tandis que certains jeunes enthousiastes ne reçoivent pas de financement, d'autres l'obtiennent et l'utilisent pour des besoins inavoués. En effet, certains jeunes qui détournent les fonds reçus se croient à l'abri de toute poursuite à cause de certaines « relations bien placées » qu'ils ont, et qui de leur entendement constituent un certain bouclier à tout problème que les autorités pourraient chercher à leur causer. D'autres comptent sur la nonchalance et la lourdeur aussi bien administrative que juridique inhérente à notre administration. En fait, les bénéficiaires grâce aux financements s'éloignent souvent de leur localité résidentielle ou s'en vont même hors du pays. Tel est le cas de ce témoignage recueilli lors de nos enquêtes attestant qu'un jeune ayant bénéficié du crédit s'en est servi pour aller s'installer à Kye-ossi. Rapport d'étude sectorielle du projet de promotion de la gouvernance locale (PGL/OL) jeunesse / emplois.

Les ressources allouées aux jeunes entrepreneurs sous forme de prêts doivent constituer le revolving fund utilisable ultérieurement comme un Fonds d'Insertion socioprofessionnelle des jeunes appelé F.O.N.I.J (Fonds National d'Insertion des Jeunes), base de la pérennisation du PAJER-U. Il s'agit en fait d'un fonds de refinancement qui vise à apporter un appui aux initiatives des jeunes. Seulement la constitution dudit fonds est fortement hypothétique du fait

des difficultés de recouvrement des créances, dont se plaignent régulièrement les autorités en charge du Programme.

IV-) LES PERSPECTIVES

Pour faire face à l'épineux problème de l'emploi des jeunes camerounais en général et de ceux de la Région de l'Extrême-Nord en particulier, le PIAASI et les autres programmes spécialisés doivent doubler d'ardeur et trouver des solutions durables. Pour y parvenir, nous pensons que la nouvelle ère de création et de promotion de l'emploi/jeune passe par un plaidoyer fort, dans une approche participative en vue de l'implication de tous les acteurs sociaux dans la mise en œuvre des instruments de promotion de l'emploi et de facilitation à l'insertion socioprofessionnelle. Ainsi il faut :

1-) L'amélioration de l'information des populations :

La diffusion de l'information devrait être développée afin d'atteindre au maximum les populations à la base. Ce rôle est en grande partie dévolue aux conseillers municipaux, qui sont sensés être proches de leurs électeurs. De même, la construction d'un babillard communal, la production des programmes radio en langue locale sur les opportunités de formation et d'emplois restent aussi souhaitées

2-) la promotion d'une politique Jeunesse/emploi qui repose sur le développement participatif

La société civile devrait se rapprocher des communes et structures étatiques afin de marquer leur volonté et engagement dans la prise des décisions. Pour plus d'efficacité, celle-ci doit également se structurer et pouvoir mieux solliciter les informations.

3-) La constitution des organisations en réseaux

Se constituer en réseaux permettrait aux OSC/ANE de synchroniser leurs actions dans le but d'accroître leur crédibilité.

CONCLUSION

Initié depuis 2003, le PIAASI est un programme œuvrant dans l'insertion socioéconomique des jeunes camerounais en général et de la Région de l'Extrême Nord en particulier. Il accompagne les jeunes du secteur informel en les octroyant des prêts pour le financement de leurs projets, le renforcement de leurs capacités techniques et managériales. Ce programme effectue des descentes régulières sur le terrain afin d'évaluer l'état d'avancement des projets. Cependant, il convient de noter que ce programme fait face à un certain nombre de problèmes parmi lesquels l'absence d'information et la longueur, la complexité des financements des projets. Outre le remboursement des crédits pour les bénéficiaires.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

-Rapport d'étude sectorielle du projet de promotion de la gouvernance locale (PGL/OL) jeunesse / emplois